

Fascisme et féminisme latin. Italie, 1922-1945

In: Genèses, 5, 1991. pp. 107-131.

Citer ce document / Cite this document :

De Grazia Victoria, Testa Chantal. Fascisme et féminisme latin. Italie, 1922-1945. In: Genèses, 5, 1991. pp. 107-131.

doi : 10.3406/genes.1991.1079

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1991_num_5_1_1079


FASCISME ET FÉMINISME LATIN.

ITALIE, 1922-1945

Victoria De Grazia

La femme doit obéir... Mon opinion quant à son rôle dans l'État s'oppose à tous les féminismes. Naturellement elle ne doit pas être esclave. Mais si je lui concédais le droit de vote, on se moquerait de moi. Dans notre État, elle ne doit pas compter. (Benito Mussolini, 1931¹)

Les femmes ont-elles un rôle politique à jouer en Italie ? La femme peut-elle, sous le fascisme et pour le fascisme, penser et agir en vue de certains objectifs avec des attitudes et des capacités propres ? Nous croyons fermement que oui ! (*Giornale della donna*, 1928²)

 Lorsqu'elles revenaient d'un séjour à l'étranger dans les années 1930, les Italiennes émancipées trouvaient parfois pesant le provincialisme répressif qui régnait dans leur pays. C'était particulièrement le cas de celles qui avaient rencontré des femmes évoluant dans des milieux plus libérés. Pourtant, à leur retour à Rome après la Conférence internationale de la femme au Palais-Royal à Paris, tenue les 1^{er} et 2 juillet 1934, les membres de la délégation italienne ne se montrèrent aucunement jalouses des libertés dont jouissaient leurs « sœurs » étrangères. Au contraire, l'une d'entre elles, Olga Modigliani, déclara que ses compagnes et elle-même s'étaient réjouies de « l'intérêt et des commentaires » suscités par la sollicitude de l'État fasciste à l'égard des mères et des enfants. Le « sentiment très vif d'exaltation et de gratitude » qu'éprouvait Olga Modigliani atteignit son apogée lorsqu'elle évoqua son embarras une douzaine d'années auparavant, lors de son voyage à Paris en compagnie de deux autres femmes seulement, à l'occasion du Troisième Congrès international d'économie domestique. A l'époque, l'Italie apparaissait comme « la moins évoluée des nations civilisées » en matière de législation sociale. De fait, les éclatantes affiches publicitaires réalisées par Cappiello pour Cinzano étaient, à l'extérieur des locaux où se tenait le Congrès, la seule trace de l'influence italienne !

1. Emil Ludwig, *Colloqui con Mussolini (1931)*, Milano, Mondadori, 1970, p. 166.

2. *Giornale della donna*, vol. 9, n° 2, février 1928.

Olga Modigliani, qui était une personne très mesurée, chercha une formule susceptible d'exprimer le sentiment de sa propre fierté patriotique. Elle choisit de recourir à une transposition du vieil adage de Massimo d'Azeglio : « Ce que Mussolini a accompli de plus grand, ce n'est pas d'avoir *refait* l'Italie, mais d'avoir *refait* les Italiens³. »

Les convictions politiques d'Olga Modigliani, née Flaschel, comme celles des autres femmes de sa condition, resteraient obscures si on se limitait à les qualifier de « fascistes ». Italienne, d'origine juive, Olga Modigliani avait milité longtemps pour les causes réformatrices. Elle s'était faite le porte-parole du « féminisme pratique » au sein du mouvement d'émancipation né au début du XX^e siècle en Italie. Comme ses amies de l'Association nationale des femmes, Olga Modigliani avait fait valoir son droit à la citoyenneté en mettant son temps, ses compétences, et ses ressources financières au service d'un réseau de bonnes œuvres consacrées aux mères et aux enfants. Elle s'y était lancée avec la ferveur d'une femme juive désireuse de s'assimiler⁴. Elle s'était consacrée tout particulièrement à l'*Opera di assistenza materna*, destinée aux mères célibataires et aux enfants abandonnés, œuvre qu'elle avait fondée en 1918 avec son époux Enrico Modigliani, pédiatre de renom, et leur mécène, la riche et fougueuse comtesse nationaliste, Daisy di Robilant. En 1923, peut-être sur la recommandation de Daisy di Robilant, Olga Modigliani fut nommée membre du comité chargé de conseiller le premier cabinet de Mussolini sur les questions relatives à la protection maternelle et infantile. Elle fut la seule femme dans ce cas. Les recommandations de ce comité furent intégrées par la suite dans le décret de 1925 qui devait instituer l'*Opera nazionale maternità ed infanzia* (ONMI). A la fin des années 1920, Olga Modigliani se retira de la vie publique. Comme beaucoup d'autres, elle était déçue par l'échec du fascisme à accorder aux femmes le droit de vote pour lequel elle s'était battue dans les rangs du groupe Pro-Suffragio romain. Quelques années plus tard seulement, après le décès prématuré de son époux en 1931, et après avoir « élevé ses enfants », elle redevint active.

Au milieu des années 1930, Olga Modigliani, comme beaucoup d'autres femmes cultivées de la bourgeoisie, jouissait d'une plus grande liberté personnelle et avait

3. « Congressi internazionali a Parigi : Luglio 1922-Luglio 1934 », *La Donna italiana*, vol. 12, n° 1, 1935, p. 72-75. Cf. aussi *Women in a Changing World since 1888*, London, Routledge and Kegan Paul, 1966, p. 66-67 et 234-236.

4. Sur le féminisme pratique, cf. Annarita Buttafuoco, « La filantropia come politica. Esperienze dell'emancipazionismo italiano del novecento », in Lucia Ferrante, Maura Palazzi, Gianna Pomata (éds.), *Ragnatela di rapporti*, Torino, Rosenberg et Sellier, 1988, p. 166-187. Pour des expériences comparables ailleurs, cf. Nancy Black, *Social Feminism*, Ithaca, Cornell University Press, 1989. Nancy F. Cott souligne les différentes formes de « féminisme » dans « What's in a name: The limits of 'social feminism', or Expanding the Vocabulary of Women's History », *Journal of American History*, vol. 76, n° 3, December 1989, p. 809-829, tout comme Karen Offen, plus particulièrement pour le contexte européen, « Defining Feminism: A Comparative Historical Approach », *Signs*, vol. 14, n° 1, Autumn 1988, p. 119-157 et « Liberty, Equality and Justice for Women: the Theory and practice of Feminism in Nineteenth Century Europe », in Renate Bridenthal, Claudia Koonz, Susan Stuard (éds.), *Becoming Visible*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1987 (2^{de} éd.), p. 335-373. Sur les femmes juives, cf. Monica Miniti, « Tra emancipazione ebraica ed emancipazione femminile : Il dibattito della stampa ebraica dall'unità alla grande guerra », *Storia contemporanea*, vol. 20, n° 1, 1989, p. 45-78.

un rôle social plus actif que dix ans auparavant. Savoir si elle se considérait encore comme féministe est une autre question. Les élans émancipationnistes et réformistes qui avaient jadis inspiré son travail en faveur des mères et des enfants s'étaient dissipés. Désormais, lorsqu'elle s'exprimait sur les réalisations des femmes italiennes dans le domaine du travail social, comme ce fut le cas au début de 1935, dans le cadre de cours destinés à former de jeunes *visitatrici fasciste* romaines, elle présentait ce travail comme un acte d'abnégation plutôt que comme l'exercice d'un pouvoir. Il devait être accompli avec le même zèle désintéressé que celui que les mères italiennes étaient censées mettre dans l'accomplissement de leurs tâches domestiques et familiales ; il ne devait avoir pour but ni la réussite professionnelle, ni la réalisation d'une plus grande justice sociale, mais devait démontrer l'aptitude des femmes italiennes à accomplir les fonctions qui leur étaient assignées dans le cadre de l'État fasciste. Forte des succès féminins du passé, Olga Modigliani était à même de convaincre son jeune auditoire que les Italiennes pouvaient fièrement rétorquer, comme elle l'avait fait elle-même, à « ces femmes étrangères qui nous considèrent avec compassion dans les conférences internationales parce que nous ne sommes ni députés ni sénateurs... » : « Dans la famille comme dans l'État, nous autres femmes italiennes sommes toujours prêtes à sacrifier nos petites vanités personnelles, les apparences extérieures, pour collaborer par notre travail et nos conseils à l'œuvre d'unité spirituelle et d'élévation réelle, avec le dévouement absolu de notre personne au Chef, à qui nous avons voué notre fidélité et notre amour⁵. »

Le féminisme latin

Par la défense quelque peu laborieuse mais empreinte de fierté du rôle des femmes italiennes dans l'État fasciste, par son renoncement aux conceptions libérales de la citoyenneté et son dévouement au travail social, Olga Modigliani représentait parfaitement le féminisme « latin », « national », ou « pur », nouvelle synthèse politique apparue dans l'Italie des années 1930. C'est par ces termes que les femmes ayant participé autrefois au mouvement d'émancipation tentaient de concilier fascisme et féminisme. Leur féminisme était « pur » en ce

5. Olga Modigliani, *Lavoro sociale delle donne : Le grandi organizzazioni femminili in Italia e all'estero. Conferenze*, Roma, Fratelli Pallotta, 1935, p. 22 ; les informations biographiques sont tirées de Olga Modigliani Flaschel, « Anime moderne », *Almanacco della donna italiana*, 1923, p. 81-91. Cf. aussi, « Enrico Modigliani », *Enciclopedia italiana*, vol. 23, p. 527-528.

sens qu'il n'était entaché ni par le nivellement excessif du réformisme socialiste, ni par l'individualisme forcé du mouvement anglo-américain pour l'égalité des droits. Il était « latin » parce qu'il prenait fait et cause pour des attitudes qu'elles estimaient spécifiques de la féminité italienne, c'est-à-dire la dévotion à la famille, l'attachement aux traditions et le respect de la race (*stirpe*). Il était « national » dans la mesure où il reconnaissait la nécessité de subordonner les aspirations des femmes aux intérêts supérieurs de l'État et du peuple italien.

Le caractère *féministe* du féminisme latin était plus problématique. Ces femmes, qui avaient renoncé à regret à leur désir d'organisation féminine indépendante pour satisfaire aux restrictions gouvernementales et à l'ingérence du parti, luttèrent encore pour préserver une expression féminine autonome et une atmosphère de camaraderie au sein de groupes strictement féminins. Il est vrai qu'elles ne combattaient plus pour l'égalité des droits au sens strict du terme. Pourtant, elles n'avaient en aucun cas renoncé à améliorer la situation des femmes dans la société italienne. Elles estimaient tout simplement que l'on pouvait mieux y parvenir par ce que la volubile conférencière Marziola Pignatori appelait « un heureux équilibre entre les exigences nouvelles du moment présent et le retour à ces traditions qui font de l'institution familiale un pilier de la grandeur nationale⁶ ». Les féministes latines rejetaient l'engagement politique au sens conventionnel du terme. Les femmes, pensaient-elles, auraient exercé au mieux leur pouvoir de convaincre par l'élévation culturelle ou la philanthropie. Leur « politique de la culture » s'efforçait de créer une culture féminine nationale qui permette à la féminité, ou plutôt à l'élite féminine italienne, de s'exprimer de façon plus authentique. Leur « politique du social » cherchait à servir l'objectif déclaré par le fascisme d'« aller au peuple », tout en démontrant la disponibilité naturelle des femmes à se sacrifier pour le bien national. Finalement, le féminisme latin tentait de concilier deux traditions politiques totalement antagonistes : l'héritage du mouvement d'émancipation bourgeois d'un côté et de l'autre, la politique de masse fasciste. La première tradition, égalitaire, individualiste et pacifiste s'appuyait sur des organisations locales, spontanées et strictement féminines. La seconde était

6. Marziola Pignatari, *La Partecipazione delle donne fasciste alla vita dell'impero*, Roma, Fratelli Palombi, 1937, p. 22.

hiérarchisée et militariste, ses institutions centralisées, à dominante masculine et coercitives. On peut soutenir que chacune s'accommodait de l'autre, bien que de façon extrêmement inégale. Les féministes de la bourgeoisie, y compris Olga Modigliani, n'étaient pas prêtes à s'opposer à un régime qui promettait la grandeur nationale à l'Italie et préservait leur patrimoine familial, tout en criant haut et fort qu'il allait garantir une « plus grande justice sociale » aux déshérités du pays. Dans l'espoir que le fascisme permettrait à leurs propres entreprises charitables de subsister et peut-être de prospérer, elles redéfinirent les buts de leurs organisations à l'égard de l'État, de leurs clients et d'elles-mêmes. Elles prirent leur distance vis-à-vis du mouvement féministe international auquel elles étaient attachées par des liens d'affection, de curiosité intellectuelle et de solidarité politique. Enfin, elles récrivirent leur propre histoire, condamnant l'« ancien féminisme » pour ce qu'elles considéraient être une incompréhension criante de la véritable nature de la féminité, de la famille, de la nation et de la race italiennes.

De son côté, la dictature, qui souhaitait élargir ses soutiens populaires, était contrainte de reconnaître le mouvement de fond qui depuis le tournant du siècle avait fait sortir les femmes de chez elles et avait poussé des centaines de milliers d'entre elles à revendiquer l'égalité des droits, la reconnaissance de leur citoyenneté et la réforme sociale. De fait, la création d'organisations de masse féminines sous l'égide du parti fasciste était une manière de reconnaître que l'État moderne devait satisfaire le désir des femmes de s'engager socialement. En attendant l'envol de ces organisations en 1935-1936, la dictature exploita la presse, les réseaux d'entraide et la philanthropie des féministes de la bourgeoisie pour légitimer ses propres positions à l'égard des femmes. Elle tira également profit du prestige personnel de chefs de file telles que Teresa Labriola, Ella Goss et Paola Benedettini Alferazzi. C'est ainsi que le langage et les préoccupations de l'ancien féminisme imprégnèrent la rhétorique des cadres féminins de l'administration fasciste au milieu des années 1930. La tradition émancipationniste ne fut finalement effacée qu'après 1936, lors de la militarisation du régime, grâce à la formation d'une nouvelle génération de cadres et de partisans qui n'avaient pas le souvenir du féminisme

historique, et à l'interdiction, en 1938, des groupes féministes de la bourgeoisie qui avaient réussi à survivre.

Cependant, tout le temps qu'elle dura, la relation entre le féminisme latin et la fascisme fut équivoque. Les ambiguïtés concernaient essentiellement la relation entre la différence sexuelle et la capacité des femmes à être des citoyennes de l'État fasciste. Pour les féministes latines, cette différence signifiait complémentarité et collaboration entre les hommes et les femmes, pour les fascistes, hiérarchie et subordination féminine. Les femmes se raccrochaient à leurs réseaux de solidarité pour développer ce qu'elles considéraient comme les vertus les plus précieuses de la féminité italienne, alors que les hiérarques fascistes invoquaient ces liens pour nier toute liberté individuelle ou de groupe. Des femmes comme Olga Modigliani, Marziola Pignatari ou Giulia Boni, pour ne citer que celles dont le discours était le plus argumenté, cherchaient à maintenir des traditions de service pour l'État, et considéraient leur travail bénévole comme un devoir social. De son côté, le parti fasciste y voyait un acte de subordination au régime. Pour beaucoup de femmes, la « Nouvelle Italie » était source de fierté patriotique. Leur foi en la nécessité de la défendre contre les agresseurs étrangers justifiait leur dévouement à la cause commune. La dictature exploitait cette identification émotionnelle avec l'État-nation, la transformant en un chauvinisme militariste et d'apparence irréprochable. Cela suffisait à légitimer tout sacrifice, celui des femmes comme celui de la famille.

L'oubli du féminisme historique

L'histoire complexe de l'adaptation du féminisme italien au fascisme n'est pas sans relation avec ce que l'historienne américaine Nancy Cott, dans un remarquable bilan de l'expérience des féministes américaines après la Grande Guerre⁷, a identifié comme « un processus général d'oubli, par lequel le féminisme fut absorbé et refoulé ». Comme les féministes américaines et leurs homologues d'ailleurs, les féministes italiennes étaient confrontées dans les années 1920 à un contexte politique, économique et culturel totalement nouveau. Elles furent tout d'abord contraintes de redéfinir leurs objectifs, dans la mesure où elles avaient centré leurs efforts passés sur l'obtention du suffrage. Cette réorien-

7. Nancy Cott, *The Grounding of Modern Feminism*, New Haven, Yale University Press, 1989, p. 274.

tation fut d'autant plus difficile que, contrairement aux Anglaises et aux Américaines, les Italiennes avaient été frustrées du succès de leur revendication. De plus, elles durent également composer avec la culture de masse et le « style de vie féministe » des femmes plus jeunes. Pour des personnes qui, comme Olga Modigliani, valorisaient la famille, les allures libérées des femmes plus jeunes jetaient le discrédit sur la cause des femmes. Enfin, avec l'émergence de l'État providence, les femmes furent partout obligées de combiner les efforts philanthropiques déployés dans le cadre flexible des réseaux locaux avec les pratiques de travail social professionnalisées, pilotées par les bureaucraties gouvernementales. En Italie, les hommes partisans de la réforme sociale décrétèrent que la philanthropie aussi bien que les libres initiatives n'avaient plus cours, et cherchèrent à organiser le travail social dans le cadre d'un système de sécurité sociale global.

Pour les milliers de femmes qui avaient participé activement au mouvement d'émancipation du début des années 1920, les années qui suivirent 1925 furent lugubres. Une énorme partie d'entre elles fut effondrée lorsque les mouvements communiste et socialiste furent interdits et la gauche contrainte à la clandestinité. L'espoir de voir des femmes, chefs de file modérés sinon fascistes, dans les bureaucraties nouvellement constituées fut déçu. Deux femmes seulement, sur vingt-deux personnes, furent nommées au conseil d'administration de l'*Opera nazionale maternita ed infanzia*, fondé en 1925, toutes deux élégantes aristocrates romaines. On ne comptait qu'une seule femme dans les corporations, Maria Vittoria Luzzi, responsable de la *Corporazione delle ostetriche*. L'économie ne promettait pas de progrès grâce à de nouvelles opportunités professionnelles comme cela avait été le cas à l'époque de Giolitti ou pendant la guerre. En dehors des lois qui limitaient le travail des femmes et des perspectives en matière d'éducation, le PNF fit clairement savoir que les femmes se devaient de contribuer à ce que le secrétaire du parti, Augusto Turati, appelait dans un discours qu'il fit en 1930 « une saine parcimonie ». Il entendait par là abnégation, comme à l'époque de l'autre front durant la Grande Guerre. Enfin, la réforme du Code pénal et du Code de la famille, confiée aux soins du ministre de la

Justice, le nationaliste Rocco, déçut les espoirs quant à l'amélioration des droits légaux des femmes.

Le renoncement au militantisme comporte toujours des coûts personnels importants : « Les revirements de la vie privée vers la vie publique, puis de nouveau vers la vie privée, se caractérisent par une attente extraordinairement exagérée, un total aveuglement et des répulsions survenant brutalement⁸ », écrit Albert Hirschman dans *Schifting Involvements*. De tels changements d'horizon sont d'autant plus perturbants que les compensations offertes ailleurs sont insignifiantes⁹. A l'approche de la quarantaine, les anciennes féministes sentaient l'urgence des choix de la vie. Déçues dans leur espoir de voir le fascisme et le féminisme devenir des « forces sœurs », elles se trouvaient confrontées à des femmes plus jeunes dont le style de vie paraissait plus libre et qui pourtant n'étaient pas tourmentées par des désirs d'émancipation. Tentées de résoudre leurs frustrations sociales individuellement en revenant à la vie privée, elles se heurtaient au manque de partenaires masculins acceptables dû à la guerre. A la fin de la décennie, comme l'a écrit l'astucieuse journaliste Irene Brin, évoquant l'autoportrait ironique dressé par la littérature féminine des années 1920 : « Les héroïnes de l'après-guerre soudain disparurent, elles s'étaient tuées ou, simplement, vieillissaient. Les survivantes se reconnaissent aujourd'hui encore par leur amertume particulière, par leur façon d'écraser leur cigarette dans les cendriers, par leurs soupirs de dégoût¹⁰. » Ainsi, ce n'est pas une coïncidence si le taux de suicides féminins le plus élevé de l'Italie contemporaine a été enregistré pendant les années 1924, 1927 et 1928.

8. Albert Hirschman, *Schifting Involvements*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 102 [Bonheur privé, action publique, Paris, Fayard, 1983, p. 176].

9. Michela De Giorgio, « La fin du féminisme. Organisations catholiques de femmes et faisceaux féminins », non publié, 1987, p. 4.

10. De façon plus générale, sur ces revirements, cf. *ibid.* ; Irene Brin, *Usi e Costumi, 1920-1940*, Palermo, Sellerio, 1981, p. 110 ; Stefano Somogyi, « Il suicidio in Italia, 1864-1962 », Roma, *Collana di studi demografici*, n° 2, 1967, p. 23.

A l'ombre de la dictature, les groupes de femmes de la bourgeoisie s'estompaient, mais elles continuaient à les faire vivoter, industrieuses et méconnues, à l'image de la vieille fille, plutôt que de succomber complètement à la solitude. Fidèle à la pratique d'un « totalitarisme sélectif », la dictature admit l'existence des associations de femmes bourgeoises jusqu'à la fin des années 1930, tant qu'elles ne cherchaient pas à concurrencer le parti fasciste en gagnant à leur cause les classes moyennes, comme l'avait fait la franc-maçonnerie jusqu'à ce qu'elle ait été déclarée illégale en 1925. On épargna donc aux groupes féminins des classes su-

périeures – de même qu’au Rotary Club, aux sociétés culturelles et aux associations sportives masculines de la bourgeoisie et de l’aristocratie – les fermetures et les confiscations qui furent le lot de milliers de cercles littéraires, de coopératives et de syndicats ouvriers, dans la vague des lois relatives à la sécurité publique en 1926.

Néanmoins, survivre sous le fascisme demandait une servilité ostentatoire ou une très grande discrétion. C’est ainsi qu’au début des années 1930, on vit les militantes des mouvements du féminisme historique remanier leurs statuts, redéfinir leurs buts déclarés et rectifier la composition de leur conseil d’administration. La transformation du vénérable Conseil national des femmes italiennes (CNDI), fondé en 1903 pour fédérer un grand nombre de groupes émancipationnistes locaux, en offre l’exemple le plus remarquable. A la mort de la comtesse Gabriella Spalletti Rasponi en 1931, femme à l’esprit indépendant, le CNDI fit preuve d’un bon sens politique infaillible en choisissant Daisy di Robilant pour lui succéder. Les références de cette « intrépide amazone » de vieille souche piémontaise étaient déjà fort appréciées dans les cercles de l’aristocratie et de la haute administration. Aussi remarquable cavalière qu’avocate infatigable des causes philanthropiques, Daisy di Robilant était la fondatrice du groupe patriotique *Italia Redenta*, vice-présidente de l’ONMI de Rome et directrice du *Centro illegitimi* (ancienne *Assistenza materna* d’Olga Modigliani). Le PNF approuva ce choix de tout cœur. La première initiative de Daisy di Robilant consista à « adapter » le CNDI au système corporatif en peuplant son comité de professionnelles connaissant bien l’administration fasciste. Afin de raviver le prestige terni du CNDI, Daisy di Robilant organisa dans la bibliothèque du Conseil à Rome une série de débats relatifs à des questions législatives urgentes. L’une des premières réunions suscita une pétition ayant pour but d’interdire aux propriétaires et aux percepteurs d’impôts de confisquer les machines à coudre des mères de famille qui ne pouvaient payer leurs dettes. La comtesse présenta elle-même la pétition à Mussolini, qui, magnanime, donna aussitôt son plein accord¹¹.

11. *Bulletin: International Council of Women*, vol. 2, n° 37, March 1933, p. 68-69. Pour des informations biographiques sur di Robilant, cf. *Almanacco della donna italiana*, 1933, p. 361 et 1935, p. 37 ; et également ses diverses contributions, notamment *Le Cause e profilassi del travimento femminile*, Roma, Fratelli Palotta, 1938.

Entre la contre-réforme catholique et la politique féminine fasciste

En ces temps nouveaux, les anciennes adeptes du féminisme historique avaient été troublées par l'apparition de deux mouvements : les catholiques d'un côté et les groupes de femmes fascistes ou *fasci femminili* de l'autre. A certains égards, la forte croissance du premier groupe était la plus inattendue. Considéré un temps par les émancipationnistes anticléricales comme la religion des aristocrates bigots et des paysans arriérés, le catholicisme exploita avec succès, au début des années 1920, la réaction contre le libéralisme et le modernisme, attirant ainsi des cercles de plus en plus larges de femmes issues des classes moyennes et ouvrières. Dirigée par des femmes d'une intelligence et d'une audace exceptionnelles, d'un dévouement inébranlable, parmi lesquelles Maria Sticco, Fanny Dalmazzo et Armida Barelli, l'Union des femmes catholiques (*Unione femminile cattolica italiana* ou UFCI), fondée avant la guerre, ne s'épanouit qu'après la prise du pouvoir fasciste. Ayant peu milité pour le droit de vote, tout en étant prêts à en faire usage s'il leur était accordé, les groupes de femmes catholiques s'étaient consacrés à la réforme des mœurs et de la culture. Alors que les femmes fascistes étaient entravées par la hiérarchie masculine et, du moins au début, par des disputes quant à la part de leurs activités consacrée à la politique, les femmes catholiques ne quittèrent jamais des yeux la société civile. Elles furent désormais à l'avant-garde des batailles contre la mode indécente, le luxe et la danse, engagées au nom de la morale nationale au début des années 1920, pour lesquelles fut déployée toute la panoplie des moyens politiques modernes – la presse, le cinéma, les rassemblements de masse et la radio – aussi bien que les retraites catholiques, les serments de foi et les apparitions soigneusement justifiées de la Vierge Marie. Alors que les femmes fascistes manquaient de groupes de jeunes – les *piccole italiane* ayant été rattachées au ministère de l'Éducation nationale en 1929, au moment où celui-ci prenait sous son contrôle les *battista* et les scouts catholiques – les femmes catholiques dirigeaient tout un bataillon de clubs de jeunes filles¹².

A la fin des années 1930, le catholicisme n'était plus considéré comme un résidu du passé pré-industriel, et

12. Sur les origines préfascistes du mouvement des femmes catholiques, cf. Paola Gaiotti de Biase, *Le Origini del movimento cattolico femminile*, Brescia, Morcelliana, 1963 ; Cecilia Dau Novelli, « Alle origini dell'esperienza cattolica femminile », *Storia contemporanea*, vol. 12, n° 4-5, 1981, p. 667-711, et du même auteur, *Società, Chiesa e associazionismo femminile*, Roma, Società AVE, 1988. Sous le fascisme, cf. M. De Giorgio, « Metodi e tempi di un'educazione sentimentale. La Gioventù femminile cattolica italiana negli anni venti », *Rivista di storia contemporanea*, n° 3, 1980, p. 128 ; Paola Di Cori, « Storia sentimenti, solidarietà, nelle organizzazioni femminili cattoliche dall'età giolittiana al fascismo », *Nuova DWF*, n° 10-11, 1979, p. 116, et du même auteur, « Rosso e bianco : la devozione al Sacro Cuore di Gesù nel primo dopoguerra », *Memoria*, n° 5, 1982, p. 82-107. Sur les chefs de file du mouvement, cf. A. Barelli, *Incanto di un decennio. Episodi di vita adelle sezioni minori della Gioventù femminile di Azione cattolica*, Milano, 1937 et *La Sorella Maggiore racconta*, Milano, 1949, p. 161 ; et aussi le livre fascinant de Maria Sticco, *Una donna tra due secoli : Armida Barelli*, Milano, Edizione Or, 1983.

les femmes qui étaient à la fois patriotes et croyantes n'étaient plus tourmentées par « le combat entre la foi et la patrie¹³ ». En 1929, lorsque les accords du Latran consolidèrent le catholicisme comme religion d'État et que les credos libéraux furent tombés dans le discrédit, les arguments néo-thomistes en faveur de la charité bénéficièrent d'un regain de popularité. Les anciennes militantes laïques du mouvement pour l'émancipation semblaient préférer l'Évangile des bonnes œuvres chrétiennes à la froide « raison d'État » du totalitarisme fasciste¹⁴.

En revanche, l'essor de la politique féminine fasciste fut plus hésitant. De façon assez semblable au syndicalisme fasciste dont la progression était entravée par la crainte de susciter l'animosité du patronat, le mouvement des femmes fascistes progressait lentement, entre la défiance des hommes et le défaitisme des femmes. Ce ne fut que dans les années 1932-1933 que les *fasci* de femmes atteignirent une réelle capacité d'organisation et, le PNF ne considéra que leur fonctionnement était parvenu à maturité qu'en 1935-1936, lors de la mobilisation des femmes en faveur de la campagne d'Éthiopie. Auparavant, la croissance du mouvement reflétait largement le niveau du militantisme des loyalistes féminines du parti, pour ne pas citer l'opportunisme de milliers de bourgeoises n'adhérant au parti fasciste que pour prouver leur allégeance à un régime qui, après 1925, était manifestement installé pour de bon.

L'un des problèmes essentiels auquel le fascisme fut confronté lors de la conception d'une politique féminine fasciste était de justifier le militantisme des femmes, alors qu'à tout moment, le régime leur assignait le rôle de mères et de gardiennes du foyer. L'absence d'une telle doctrine inquiétait les hommes, toujours méfiants, même lorsque l'activisme des femmes prenait la forme de passe-temps inoffensifs patronnés par les *fasci femminili*. Mais elle préoccupait particulièrement les militantes, car elle entravait leurs tentatives de donner un sens à leurs actions dans un cadre plus vaste. Tant qu'ils restaient mal définis, leurs objectifs pouvaient aisément être rejetés par les critiques comme « trop avancés » ou « trop rétrogrades ». Sans doctrine, elles se sentaient encore plus vulnérables face à la « méfiance », à « l'hostilité larvée », « aux attitudes condescendantes » et aux

13. M.-Z., « Conciliazione », *La Donna italiana*, vol. 6, n° 3, 1929, p. 132-133.

14. A l'exemple du professeur romain Valeria Benetti Brunelli, *La Donna nella civiltà moderna*, Torino, Fratelli Bocca, 1933, p. 215 et suiv.

« sourires ironiques » de leurs parents masculins et des *camerate* du PNF¹⁵.

Première, et peut-être seule théoricienne du féminisme latin, la juriste Teresa Labriola, reconnaissait elle-même que le chemin des grandes théories était trop tortueux, les poteaux indicateurs trop contradictoires et les résultats trop problématiques pour que l'on trouvât quelque fondement doctrinal à la collaboration des femmes à l'État fasciste. Teresa Labriola, qui écrivait dans une demi-douzaine des principales revues féminines, avait une foi inébranlable dans le fait que, dans la nouvelle Italie, les femmes « viriles, mais non masculines » parviendraient à surmonter le hiatus commun aux sociétés modernes entre « l'individuel et le communautaire, la liberté et ses limites ». Mais en fin de compte, concluait-elle dans un de ses éclairs de bon sens, c'était par ses pratiques qu'on pouvait le mieux comprendre le féminisme latin. Depuis les années 1920, les femmes italiennes s'étaient engagées dans deux sortes d'« expérimentations ». Chacune d'entre elles était « aussi éloignée des abstractions du féminisme international que de l'antiféminisme naturaliste des hommes de notre pays ». Ces pratiques étaient nées plus au moins spontanément, en réaction à la débâcle de l'ancien féminisme. Elles constituaient une réponse « à ce que nous sommes, nous femmes italiennes et aussi à ce que nous allons être...¹⁶ ». L'une d'elles se manifestait dans le domaine de la culture, l'autre dans le domaine de l'assistance.

La politique de la culture

Le fait que les femmes italiennes aient eu recours à la politique culturelle pour réclamer la citoyenneté ne constitue pas une évolution surprenante, étant donné la nature de l'État fasciste et l'attitude soumise des intellectuels italiens vis-à-vis du pouvoir dans le passé. Il est typique pour les États-nations modernes de soutenir que la souveraineté a pour fondement une culture englobante qui transcende les divisions de genre comme celles de classe et d'origine ethnique. Et d'une façon tout aussi typique, les féministes italiennes se sont posé la question de savoir comment leur sexe devait se rattacher aux définitions de la culture nationale, et même de la culture *tout court*. Les intellectuels fascistes consi-

15. Maria Pezze Pascolato, une enseignante vénitienne de renom, fut amené à donner la première description des fonctions des *fasci* féminins (« Fasci femminili », *Gerarchia*, vol. 12, n° 2, 1932, p. 113-117.

16. Teresa Labriola, « Il nostro programma », *Donna italiana*, vol. 6, n° 12, 1929, p. 654-655 ; cf. aussi « Nell'orbita del femminismo », *ibid.*, vol. 7, n° 10, 1930, p. 544-549 et p. 655.

déraient que leur mouvement accomplissait une mission culturelle spéciale : réaliser l'idée d'unité du *Risorgimento* en utilisant l'autorité de l'État pour créer une culture nationale globale. À première vue, ce but ne présentait pas d'obstacle pour les femmes patriotes. En effet, si les femmes étaient sensibles de façon unique au problème de la *stirpe* (race) et celles surtout par qui la tradition était transmise avec l'éducation des enfants – ce que soutenait depuis longtemps des nationalistes comme Labriola –, alors la féminité italienne était destinée à remplir un rôle clé dans l'élaboration de la culture de l'ère nouvelle. Dans la pratique toutefois, la politique culturelle propre au fascisme était de loin plus masculine que celle de n'importe lequel des régimes précédents. Distribuant d'énormes sommes en prix, subventions et faveurs diverses aux intellectuels dociles, le patronage culturel sophistiqué de la dictature bénéficiait à très peu de femmes, comme on peut aisément l'imaginer. Il versait une pension mensuelle à l'ancienne féministe et sympathisante socialiste Sibilla Aleramo (mais il avait fallu pour cela qu'elle quémante de façon abjecte) et accordait également une reconnaissance plus notable à une autre ancienne socialiste, la poétesse Ada Negri.

Exclues des principaux groupements culturels, de nombreuses intellectuelles devinrent profondément sensibles à l'exercice de l'influence féminine en dehors du système politique proprement dit, c'est-à-dire par le biais des divers publics féminins amateurs de lecture qui commençaient à se développer dans l'entre-deux-guerres. Dès l'avant-guerre, les attaques masculines dirigées contre ce que le critique Fernandino Zuccoli appelait le « péril rose », ce par quoi il entendait la féminisation de l'édition, avaient accompagné la production croissante de fictions et de journaux féminins. Sous la dictature, cependant, les femmes écrivains et critiques explorèrent le sens de ce nouveau succès, s'en emparant pour définir une culture qu'elles considéraient comme séparée et différente de celle des hommes, sinon supérieure à celle-ci. Elles étaient aidées des rubriques bien informées sur les femmes écrivains dans l'*Almanacco della donna italiana* et d'autres magazines féminins ayant quelques prétentions littéraires, sans compter le récit de Mario Gastaldi sur les réalisations de cinq cents femmes écrivains contemporains, *Donne, Luce d'Italia*

(paru en 1930) et le volume appelé *Poetesse e scrittrici*, compilé par Maria Bandini Buti pour le projet de biographie nationale de l'Académie d'Italie¹⁷. En 1936, Daria Banfi Malaguzzi, romancière qui tenait un salon intellectuel (et dont les propres succès littéraires avaient confirmé la foi en le pouvoir de l'édition) remarquait avec soulagement (et beaucoup d'animosité vis-à-vis des *literati* masculins) que « la place que la littérature féminine a conquise en Italie est si vaste et si fertile qu'elle s'impose même aux misogynes spirituels les plus obstinés. L'escadron devient donc de plus en plus nombreux et hardi¹⁸ ».

Cette victoire fut attribuée, à juste titre, à une sensibilité féminine socialement construite qui poussait les femmes écrivains à se montrer « plus modernes ». Les *literati* masculins, comme l'explique Banfi Malaguzzi, possédaient un statut social et avaient intérêt à maintenir une tradition qui les confinait à l'hermétisme précieux et provincial dominant dans les canons contemporains de la prose et de la poésie. En revanche, les femmes écrivains, poussées par le besoin de maintenir un rapport avec leurs lecteurs, observaient la vie de tous les jours, et abordaient des sujets tels que l'amour, la maternité, la classe sociale et la race qui intéressaient le public de l'époque. On pourrait ajouter que c'était aussi la préoccupation d'écrivains comme Romano Bilenchi, Elio Vittorini et Vasco Pratolini, jeunes néoréalistes avant la lettre du fascisme. Dans les années 1930, il était courant pour les jeunes écrivains masculins de chercher à l'étranger des expérimentations réalistes, particulièrement aux États-Unis, chez des auteurs comme Faulkner, Steinbeck, Sinclair Lewis et James Cain¹⁹. Les femmes écrivains italiennes procédaient de même. Leurs modèles étaient la Hongroise Jolan Foeldes, l'Américaine Helen Carlisle, dont *The Wife* et *Mother's Cry* furent traduits au début des années 1930, et l'auteur de nouvelles britanniques Katherine Mansfield. Maria Banfi Malaguzzi, critique aussi perspicace et cultivée qu'il était possible de l'être dans l'Italie fasciste, n'hésitait pas à affirmer que des femmes écrivains telles que Bianca De Maj, Giana Anguissola et Ada Negri étaient plus proches de la « nouvelle sensibilité » de leurs homologues étrangers que n'importe quel écrivain masculin de premier plan ne l'était de Huxley, Mauriac ou Dos Passos²⁰.

17. Maria Gastaldi, *Donne, Luce d'Italia*, Pistoia, G. Grazzini, 1930 ; édition révisée et augmentée : *Donne, Luce d'Italia : Panorama della letteratura femminile contemporanea*, Milano, Ed. Quaderni di Poesia, 1936. Maria Bandini Buti, *Poetesse e scrittrici*, 2 vols., série 6, *Enciclopedia biografica e bibliografica italiana*, Roma, Bernardo Carlo Tosi, 1941-1942.

18. Daria Banfi Malaguzzi, « Rassegna letteraria : Scrittrici d'Italia », *Almanacco della donna italiana*, 1938, p. 177 et suiv.

19. Les travaux sur la littérature italienne ont surtout étudié les personnages littéraires masculins. Cf. Sergio Pacifici, *The Modern Italian Novel*, 3 vols., Carbondale, Southern Illinois University Press, 1969-1972, vols. 2 et 3. Michele Giocondi (*Lettori in camicia nera*, Firenze-Messina, D'Anna, 1978) donne un aperçu rapide de ces nouveaux genres littéraires et publics amateurs de lecture de l'entre-deux-guerres. Alberto Asor Rosa (*Scrittori e popolo : Il populismo nella letteratura italiana contemporanea*, Torino, Einaudi, 1988 (1^{re} éd. 1969) évoque la renaissance de la tradition populiste sous le fascisme et les origines du néoréalisme.

20. D. Banfi Malaguzzi, « Rassegna letteraria : Scrittrici d'Italia », *op. cit.*, p. 181.

Le fait que l'écriture de romans soit la principale manifestation de cette nouvelle politique féminine de la culture était déjà devenu évident dès la seconde moitié des années 1920. Les nouvelles publications féminines comprenaient celles d'auteurs chevronnés comme Grazia Deledda, Matilde Serao et Annie Vivanti, sans parler de la célèbre Sibilla Aleramo. Mais les femmes engagées politiquement se mirent elles aussi à produire de la fiction. En 1929, Margherita Sarfatti, brillante intellectuelle juive vénitienne, amie proche et principale conseillère culturelle du *Duce*, publia son seul roman, *Il Palazzone*. En 1930, l'année où elle mourut, et un an après son retrait forcé de la vie politique, la fondatrice et ancienne dirigeante des *fasci femminili*, Elisa Majer Rizzioli acheva *Quasi un romanzo*. Et ainsi se multiplièrent des auteurs que l'on considérait sans le moindre talent. L'archétype, caricaturé sans indulgence par une critique féminine, était une bourgeoise dans la quarantaine qui avait toujours éprouvé une « irrésistible et déchirante » envie d'écrire. Mais ce n'est qu'après avoir satisfait aux exigences de la vie de famille qu'elle pouvait enfin « se consacrer un peu à elle-même, exprimer tout ce qu'elle ressentait au plus profond de son être²¹ ».

A la fin des années 1920, les sujets et le ton de la fiction féminine subirent un changement significatif sur le plan politique par rapport au début de la décennie. L'« exhibitionnisme » de l'après-guerre avait cédé la place à une « involution » mélancolique. Tristes moralistes, les femmes étaient déchirées entre la passion et le devoir, entre de « séduisantes extravagances et le sens de la famille, ce dernier finissant par triompher comme il convient²² ». Ester Lombardo, écrivain nationaliste et fondatrice d'un quotidien populaire féminin de premier plan, toujours prompte à mesurer et à saisir les avantages commerciaux qu'on pouvait tirer des changements de mode, se remit elle-même au diapason trois fois de suite. Dans ses *Lettere d'Amore* (1925) qui connurent un énorme succès, ses protagonistes étaient les héroïnes impitoyables et exigeantes de l'après-guerre. La comtesse Adela était typique. Elle écrivait à l'amant qu'elle avait abandonné, le musicien Ermanno Lollini : « Je t'ai trahi [car je désire un homme] qui ne se laisse pas aller à faire de la philosophie quand il prend sa femme, et ne s'alarme pas s'il pense encore à elle quand elle est loin de lui²³. » Dans *La Donna senza*

21. Liliana Scalero, « Le donne che scrivono », *Almanacco della donna italiana*, 1937, p. 212-213.

22. Maria Maggi, « Rassegna letteraria : scrittrici d'Italia », *Almanacco della donna italiana*, 1930, p. 182.

23. Firenze, Bompard, 1928 (1^{re} éd. 1925), p. 15.

cuore, publié en 1928, son personnage principal, Anna Santi, était une jeune personne combattive qui, après la mort de son amant, fait son chemin dans le monde de la finance en qualité de banquière. Réconfortée par le petit garçon qu'elle a adopté, trahie par un homme qu'elle aimait et en qui elle avait confiance, elle finissait par se tirer d'affaire seule, « cuirassée contre les pièges des hommes », « se recouvrant tel un paysage hivernal d'une pellicule de glace qui laisse cependant intacts la vie, les sentiments, les illusions. Ceux-ci, comme la terre, nous nourrissent et ne peuvent mourir...²⁴ ».

Cette migration de politiciennes vers la fiction fut-elle une simple fuite ? Le phénomène avait un caractère si délibéré qu'un contemporain perspicace le décrivit comme « un mouvement de sentiment », le comparant à un acte carrément politique. Les images d'abnégation, les pitoyables renoncements à l'amour et au bonheur ne constituaient naturellement pas des actes politiques. Pourtant, il arrive parfois que les fantasmes de subordination permettent aux gens de prendre leur revanche sur le monde, tout en paraissant accepter leur sort avec faiblesse. Le masochisme, on l'a observé, est une « forme d'adaptation à une vie peu satisfaisante et limitée ». C'est une des stratégies auxquelles les gens ont recours pour se convaincre eux-mêmes que les contraintes sont en fait des opportunités²⁵.

Le fait que des femmes italiennes par ailleurs émancipées aient pu recourir à de tels subterfuges, en s'abaissant jusqu'à revendiquer le monopole de l'abnégation et de la moralité pour pouvoir faire prévaloir tous leurs droits, préoccupait naturellement celles qui étaient restées fidèles au féminisme. Maria Maggi, jeune pédagogue morose qui dirigeait l'hebdomadaire de l'Association nationale des enseignantes fascistes, *Cultura fascista*, parodiait cette complaisance affectée : l'héroïne de la « nouvelle fiction se retira en hâte dans le secret de son foyer, barricada portes et fenêtres, ralluma l'âtre éteint, donna sans rien recevoir en échange, attendit patiemment, devint mère, épouse, héroïne et enseigna la moralité à tout un chacun²⁶ ».

Teresa Labriola pensait, elle aussi, que cette adhésion féminine passionnée à une moralité retrouvée pouvait

24. Milano, Corbaccio, 1929 (1^{re} éd. 1928), p. 268.

25. Tania Modleski, *Loving with a Vengeance*, New York-London, Methuen, 1982, p. 38, 45.

26. M. Maggi, « Rassegna letteraria... », *op. cit.*, p. 182 ; sur Maggi, cf. A. Loschi, « Donne italiane : profili : Maria Maggi », *La Donna italiana*, vol. 4, n° 5, 1927, p. 328.

constituer un moyen d'obtenir le pouvoir. Elle en fit la remarque dans une brève comparaison entre le célèbre *Una donna* (1907) de Sibilla Aleramo et *Le Catene* (1930), roman de la brillante femme écrivain originaire de Molise, Lina Pietravalle (née en 1894). Dans le premier roman, Teresa Labriola voyait représenté un puissant esprit de « résistance », dans le second, « une tentative pour retrouver la paix [...] mais sans l'assentiment des profondeurs de l'esprit féminin ». Cette dernière attitude constituait une critique au moins aussi troublante de l'ordre des sexes que la première²⁷. L'autobiographie à peine déguisée de Sibilla Aleramo contait l'histoire des efforts d'émancipation d'une femme anonyme du nord de l'Italie. Fille aînée d'un homme d'affaires milanais, elle s'était retrouvée dans le Sud lors de la mutation de son père. Elle y avait été violée par un employé, contrainte de l'épouser et de porter son enfant. Elle finissait par le quitter afin de retrouver la liberté, mais devait pour cela renoncer à son fils. T. Labriola, tout comme S. Aleramo, regardait cette évasion au nom de l'émancipation comme la cause d'une perte irrévocable. Cette femme obtenait la liberté, mais au prix de sa tranquillité d'esprit. Lina Pietravalle, en revanche, était fière du patriarcat envahissant du Sud italien. Son héroïne, Felicia, était la descendante tourmentée de la famille aristocratique Caldoro dont les déformations psychiques et physiques, décrites avec un sens du grotesque digne de Faulkner, reflétaient les tendances, les heurts et les contrastes d'une race opulente et perfide, riche du fatalisme nécessaire à l'obéissance à des lois imposées depuis toujours, commandée par Dieu et par le temps. Felicia, séparée de son vaurien d'époux, son père intransigeant ayant été assassiné par un paysan communiste devenu fou, sa fille Giuliva confiée à un couvent napolitain, entreprit de se libérer du joug patriarcal en se mettant en quête de plaisirs amoureux dans le nord de l'Italie. La mort d'un neveu bien-aimé et la nécessité de défendre l'honneur familial entaché par l'arrestation mal venue de son époux, condamné pour fraude bancaire, la ramenèrent une fois de plus au manoir. Mais il n'était pas question ici de réintégrer les rôles domestiques conventionnels. La passion n'était pas subordonnée à la morale. Felicia revint chez elle en qualité de première dame à la tête des Caldoro. Giuliva, ramenée au foyer, dans la scène finale

27. T. Labriola, « Di voi, con voi, per voi », *La Donna italiana*, vol. 10, n° 12, 1933, p. 659.

console sa mère grâce à une chanson d'amour à fendre le cœur, *La ritornata* :

Je viens te révéler, toute ornée de fleurs,
Laisse ma ritournelle te saluer,
Heure après heure être désiré,
Vous oublier je n'ai pu,
Heure après heure captive de mes peines,
Et me voici revenue à vos chaînes²⁸.

En acceptant sa destinée, Felicia a acquis le pouvoir mais non l'accomplissement. Elle a accepté l'ordre rétabli, mais sans « consentement des profondeurs » de son esprit.

La lutte plus concrète destinée à articuler la nouvelle culture féminine se poursuivait parallèlement dans le vaste réseau de clubs et de cercles qui accueillirent des expositions, des causeries, des bibliothèques, des concerts, et dans lesquels ce que l'Italie comptait d'« intellectualisme féminin » raffiné se retrouvait une fois par semaine, en fin d'après-midi ou en soirée, pour assister à des lectures de poèmes et des conférences. Pour les « femmes nobles et les professionnelles intrépides » de Florence, il y avait la vénérable Maison de la culture dont « le public nombreux et trié sur le volet » était présidé par la princesse de Piémont. C'était la plus ancienne d'un réseau national d'institutions sœurs qui possédaient des sièges à Rome, Gênes, Catane et Milan. D'autres groupes tels que le *Cultura muliebre*, fondé en 1930, correspondait à une nouvelle demande plus large de la part des femmes des classes moyennes et de la petite bourgeoisie qui désiraient des passe-temps modernes et culturels.

L'*Associazione nazionale fascista artista e laureate* (ANFAL) était manifestement le groupement culturel féminin le plus important sous la dictature. Fondée en 1929 par des femmes romaines parmi lesquelles la juriste Adelina Pertici Pontecorvo, première femme notaire d'Italie, elle fut dirigée pendant la plus grande partie de la décennie suivante par sa principale fondatrice et présidente, Maria Castellani, statisticienne précédemment employée à la Cour des comptes de la Société des nations à Genève. Dotée d'un « tempérament enjoué et enthousiaste », et excellente propagandiste pour le régime, Maria Castellani gagna l'entière confiance de Giuseppe Bottai, alors sous-secrétaire aux Corporations. En février 1930, il confia à son groupe

28. *Le Catene*, Milano, Mondadori, 1930, p. 23 et 311.

le soin de représenter les femmes exerçant une profession libérale au Syndicat fasciste des membres des professions libérales et des artistes. L'ANFAL, qui comptait déjà soixante sections en 1934, gagna des cercles plus restreints. Ses foires artisanales, ses expositions de peinture et ses conférences, en réunissant des intellectuelles et leur public féminin dans « une saine atmosphère d'attention et de collaboration féminine à la très puissante activité culturelle fasciste », étaient censées promouvoir une plus grande confiance de soi et affermir leur identité de « femmes italiennes²⁹ ».

Affirmer que la politique culturelle féminine qui sous-tendait de telles initiatives était soit conservatrice, soit d'opposition, équivaldrait à ne pas comprendre la complexité et l'ambiguïté des subcultures en général et leur rôle dans la définition de la citoyenneté, surtout sous des régimes autoritaires³⁰. A un certain niveau, la politique culturelle féminine était certainement protectrice et éducative. Elle fournissait un moyen de retrouver l'estime de soi, de sauvegarder une autonomie et de définir de nouvelles identités féminines, d'une génération à l'autre et parmi des femmes originaires de régions diverses. En encourageant des contacts avec l'étranger, encore que ce soit sous l'égide officielle, elle alimentait un cosmopolitisme insatiable en dépit du nationalisme fasciste. Au fond, la politique culturelle féminine semblait nourrir une confiance intérieure qui protégeait les femmes cultivées de la bourgeoisie contre l'antiféminisme régnant.

A un autre niveau, le monde des « femmes cultivées » était suffisant, snob et étriqué. Son existence même reposait sur un certain type d'autosélection. Comme Daria Banfi Malaguzzi l'exprima une fois : « La figure typique était la femme moderne avec une famille de petites dimensions ou, encore mieux, libre de toute contrainte familiale³¹. » Les organisations plus récentes, il est vrai, tendaient à promouvoir une définition plus consciente, sinon plus large, de ce qu'est une personne cultivée. Ainsi la base de Castellani, en englobant les femmes exerçant des professions libérales et les artistes, était plus large que celle de la *Federazione italiana laureate e diplomate istituti superiori* (FILDIS), fondée en 1920. Réservée aux titulaires d'un diplôme, celle-ci aurait ainsi exclu les artistes de la bonne société dont les talents avaient été aiguisés dans

29. D. Banfi Malaguzzi, « Attività intellettuali femminili », *Almanacco della donna italiana*, 1933, p. 322-325 ; « Società femminili italiane », *Almanacco della donna italiana*, 1935, p. 385-387 ; « Società femminili italiane », *Almanacco della donna italiana*, 1938, p. 341-348.

30. Cf. les remarques pénétrantes de Detlev Peukert dans *Inside in Nazi Germany: Conformity, Opposition, and Racism in Everyday life*, New Haven, Yale University Press, 1987 (1^{re} éd. allemande 1982).

31. D. Banfi Malaguzzi, « Attività intellettuali femminili », *Almanacco della donna italiana*, 1931, p. 304.

un couvent ou par une préceptrice. Mais aucun des deux organismes n'accueillait la jeune couturière ou la diplômée au chômage sortant d'une école technique, dont les efforts culturels pouvaient être au moins aussi forts. Pourtant sous la dictature, l'identification de la culture féminine avec les activités humanistes des femmes des classes aristocratiques ou rentières céda devant une notion plus spécifique et militante de la culture féminine, celle de femmes exerçant des professions libérales, des fonctionnaires du parti et de l'assistance sociale, et des femmes de la bourgeoisie titulaires de licences mais sans perspective ni intention de travailler. Leurs centres d'intérêt allaient des activités typiquement féminines, de la peinture aux arts décoratifs en passant par les soirées musicales, mais comprenaient aussi des conférences « modernes » sur l'état de l'Empire et sur le bien-être des femmes et des enfants à l'ère mussolinienne. A cet égard, un nouveau militantisme culturel féminin démontra que la culture féminine ne consistait pas en de futiles passe-temps, et n'était pas limitée à la sauvegarde de la culture humaniste contre l'utilitarisme avili de la vie contemporaine. Ce militantisme avait pour objectif de donner du pouvoir aux femmes dans la société, même si cela revenait en pratique à les exposer à la flagornerie des conférenciers de la dictature.

La politique du travail social

Quand le secrétaire du PNF, Giuriati, décréta en décembre 1930 l'intention du régime de créer un corps entièrement nouveau de travailleuses sociales appelées *visitatrici fasciste*, les femmes fascistes furent manifestement enchantées. Labriola n'avait jamais été femme à considérer les œuvres de bienfaisance comme le but suprême de l'activité politique féminine. Toutefois, lorsque les projets se concrétisèrent au cours des mois suivants, au point que le 25 mai 1931, le parti fasciste donna l'ordre aux *fasci femminili* de prendre en charge « l'assistance », elle qualifia cette mesure de « fascisme et féminisme salutaires ». C'était du fascisme salutaire en ce sens qu'il permettait « de constater l'existence de types différenciés formant ensemble notre société complexe et variée ». Au cours de l'hiver où Labriola prononça cette phrase, les premières tristes files de chômeurs se formaient devant les soupes populaires et les bureaux de placement. La mesure prise par Giuriati était

du féminisme salubre en ce sens qu'elle attestait « une vocation féminine au-delà des murs domestiques³² ».

Le fait que Labriola, comme tant d'autres femmes émancipées, se sente encore obligée de soutenir que les femmes avaient le droit et le devoir de faire du travail social est quelque peu surprenant. Depuis 1925, quand les nationalistes extrémistes l'avaient emporté, les femmes fascistes avaient reçu l'ordre de se tenir à l'écart de la place publique et de se consacrer aux bonnes œuvres. Pourtant, lorsque le PNF devint le parti dominant, on s'était aperçu qu'un travail social bien dirigé constituait un moyen avantageux de régler les dettes politiques et de saper les adversaires politiques. Les femmes fascistes s'étaient à peine vu attribuer la cause des œuvres de charité en 1925 qu'elles furent ulcérées de découvrir que le parti fasciste distribuait des subsides à ses favoris et attribuait des fonds nouvellement dégagés à des agences d'État sur lesquelles elles n'avaient aucun contrôle, tel que l'ONMI ou l'*Istituto nazionale di previdenza sociale*³³. De plus, les femmes fascistes elles-mêmes étaient tentées de considérer le travail social non pas comme un acte d'altruisme mais de politique sociale dont le but, comme celui des féministes de la bourgeoisie qui les avaient précédées, était d'augmenter l'influence des femmes et de leur faire obtenir la reconnaissance à la citoyenneté. Cependant, au milieu des années 1930, cette interprétation des buts du travail social se heurtait à une nouvelle réalité : le changement de nature de la philanthropie dû à l'émergence de l'État providence. Pendant que l'ordre corporatiste de Mussolini se glorifiait du triomphe de l'« assainissement social » (*bonifica sociale*) totalitaire sur le système de l'aumône au coup par coup de l'ancienne « bienfaisance », les femmes de la bourgeoisie, dont les notions mêmes de travail volontaire avaient été élaborées à une autre époque, devaient s'adapter à une nouvelle définition de la protection sociale, à des hiérarchies administratives impersonnelles et à des règlements complexes et minutieux³⁴.

Ce que les femmes de la bourgeoisie espéraient obtenir par le biais de l'assistance sociale devenait ainsi inévitablement compliqué. Elles ne pouvaient qu'applaudir la dictature pour les mesures qu'elle avait prises, la propagande fasciste veillant à ce que personne ne conteste que l'État libéral négligeait ses citoyens,

32. T. Labriola, *Giornale della donna*, vol. 3, n° 12, 1931.

33. ACS, SPD, Co f. 100895, Elisa Majer Rizzioli- Mussolini, 23, décembre 1925.

34. Cf. l'étude approfondie de David Graves Horn consacrée à Milan, *The Government of the Social in Interwar Italy*, thèse de doctorat, University of California, Berkeley, 1987, notamment le chap. 4.

alors que l'ordre corporatiste de Mussolini sauvegardait leurs intérêts. Pourtant, les femmes de la bourgeoisie différaient dans leur façon d'interpréter une intervention aussi massive de l'État au nom d'une *previdenza sociale* qui englobait tout, selon qu'elles étaient des loyalistes dévouées corps et âme au parti, ou issues de la tradition du catholicisme social ou de la philanthropie libérale. Les premières insistaient sur la nécessité d'une discipline quasi militaire : « Pour être véritablement présentes, il faut apprendre à rester dans les rangs – à devenir un soldat – sans sac et sans fusil, mais marchant d'un bon pas à soixante comme à vingt ans », tel était le message sévère que la marquise Irène Giunti di Targiani délivrait à ses élèves. « Les initiatives privées, déclarait cette Piémontaise autoritaire, n'ont de valeur que si elles sont coordonnées, subordonnées à la discipline et à la foi. Sinon elles risquent de nourrir l'égoïsme individuel³⁵. » En revanche, les anciennes militantes du féminisme libéral, bien qu'elles aient applaudi le fait que le travail social soit devenu une pratique moderne et indispensable, craignaient de devenir les rouages d'une machine bureaucratique démesurément vaste. Alors que des théoriciens comme Ugo Manunta considéraient le travail social comme une phase transitoire sur le chemin menant au perfectionnement du système de demandes et attributions de l'État providence, Olga Modigliani affirmait que les femmes bénévoles demeuraient indispensables, car elles seules « avaient la tâche de relever les carences là où elles existent et d'étudier les améliorations à apporter à l'assistance sociale³⁶ ».

Quelle que soit leur provenance politique, toutes les femmes impliquées dans le bénévolat soutenaient que les femmes avaient à la fois le droit et le devoir de se rendre utiles en dehors de leur foyer. « C'est une idée préconçue [affirmait le docteur Giulia Boni, de penser] que la femme qui s'occupe de travail social néglige sa famille ou perd le prestige de sa féminité. » La femme moderne a un devoir à accomplir en dehors de ses « murs domestiques étriés [à condition cependant qu'elle ne] gaspille son temps et son énergie pour s'adonner à un féminisme inutile et ne prétende envahir le champ des activités de l'homme pour qui elle ne doit pas être une concurrente mais une fidèle collaboratrice, une compagne prête à tout sacrifice pour lui [...] »³⁷. En somme, tout en réitérant leurs protestations de fer-

35. Irene Giunti di Targiani, *La Donna nella famiglia, nel lavoro, nella vita sociale*, Roma, Federazione dei fasci femminili, Corso per visitatrici fasciste, 1935, p. 6, 7 et 27.

36. O. Modigliani, *Lavoro sociale delle donne*, op. cit., p. 19-20 ; cf. aussi Marziola Pignatari, *Beneficenza, assistenza, previdenza in Italia*, Roma, Fratelli Palombi, 1936. Cf. Ugo Manunta, *Previdenza e assistenza sociale negli stati totalitari*, Roma, Istituto nazionale fascista della previdenza sociale, 1939.

37. Giulia Boni, *Il Lavoro sociale della donna. Le grandi organizzazioni in Italia e all'estero*, Pisa, Tipografia Pellegrini, p. 4.

veur politique, et en insistant toujours sur le fait que leurs obligations premières vis-à-vis de leur famille et de leur époux étaient remplies, sans illusion sur les privilèges spéciaux que leur contribution pourrait leur faire obtenir, les féministes latines affirmaient indirectement que servir l'État et la société était leur façon à elles d'avoir une action politique.

En 1937, le *Duce* lui-même reconnut que les femmes exerçaient un pouvoir public nouveau. Le 20 juin, il accueillit les 60 000 femmes fascistes qui s'étaient rassemblées au Circus Maximus pour inaugurer l'Exposition sur l'aide sociale fasciste et les colonies, en qualité de « protagonistes d'un événement politique ». Il est vrai qu'elles étaient avant tout « les gardiennes du foyer ». Mais le fascisme comptait sur elles pour plus encore : « pour son action d'assistance nationale et sociale qui doit s'étendre des villes aux champs ³⁸ ».

La façon de récompenser ce service était un autre problème. En 1938, Mussolini fut tenté de suggérer que les femmes fussent représentées à la Chambre des faisceaux et des corporations. Mais le roi Victor-Emmanuel fit échouer ce projet. A partir de 1938, une inspectrice, Clara Franceschini, une inconditionnelle du parti, fut censée participer au Directoire du parti, mais cela n'aboutit pas davantage³⁹. Le développement du militantisme féminin devait avoir sérieusement inquiété la vieille garde fasciste.

Les paradoxes de la politique féminine fasciste

Au début de la Seconde Guerre mondiale, ce qu'on appelait l'organisation féminine du parti fasciste comptait environ 3,18 millions de membres : 750 000 femmes, pour la plupart issues des couches moyennes, étaient dans les *fasci femminili* ; il y avait 1,48 million de femmes au foyer d'origine rurale ; 500 000 femmes de la classe ouvrière étaient regroupées dans la SOLD ; on comptait, enfin, 450 000 *giovani fasciste*. Cela équivalait à un quart de la population féminine de vingt ans et plus. Dans une large mesure, le fait d'incorporer les femmes dans les organisations du parti correspondait aux efforts de la dictature pour organiser la société tout entière. Inégal pendant les années 1920, accéléré après 1932, en particulier de 1935 à 1936, lors de la mobilisation

38. Mussolini, « Alle donne fasciste », *Opera Omnia*, vol. 28, 1937, p. 205.

39. Renzo De Felice, *Mussolini il Duce, 1936-1940*, Torino, Einaudi, 1981, p. 76-81 ; ACS, SPD, Co 525.997, Clara Franceschini, *La Donna fascista*, vol. 19, n° 1, 1937.

contre les sanctions de la Société des nations, le rythme du recrutement des femmes augmenta de manière spectaculaire après janvier 1937, lorsque le PNF demanda que « le maximum d'impulsion [soit donné] au fascisme parmi les femmes italiennes ». Mais la position des femmes vis-à-vis de l'ordre fasciste était fondamentalement différente de celle de tous les autres groupes. Parce qu'elles avaient été identifiées dès le début avec le domaine du social, la vie privée et la famille, les rassembler nécessitait pour la dictature de faire appel à leur temps, leurs ressources et leurs sentiments, ce qui risquait d'aller à l'encontre de ses élans profondément antiféministes et de la conviction que la « garde du foyer » était indispensable au bien public.

En fin de compte, l'organisation par le fascisme des femmes en tant que citoyennes politiques reposait sur un paradoxe fondamental, lié aux définitions contradictoires que le fascisme lui-même donnait. Le devoir des femmes était la maternité. Leur vocation première était de procréer, d'éduquer et d'occuper des fonctions familiales dans l'intérêt de l'État. Pourtant, afin d'accomplir ce devoir, il fallait qu'elles soient sensibles au bien public. Elles devaient être conscientes des attentes de la société et des effets de leurs actes essentiellement individuels sur la collectivité. Cela conduisait les femmes à s'engager en dehors du foyer. De plus, le fascisme, en appelant à la mobilisation pour maintenir le consensus, devenait obsédé par les chiffres, et les femmes, bien qu'elles ne comptent pas pour le suffrage, pouvaient être utilisées à des fins organisationnelles. En conséquence, ces mêmes femmes auxquelles on avait assigné le domaine du social et qu'on avait déclarées en être les protagonistes, en étaient retirées pour être transformées en une nouvelle base politique en apparence plus malléable. Mais en tant que membres d'organisations de masse, étaient-elles redevables au *Duce*-patriarche, ou à leurs propres hiérarchies organisationnelles ? Étaient-elles subordonnées à leurs supérieurs masculins du PNF ou à leurs dirigeantes féminines ? Étaient-elles totalement effacées dans l'accomplissement des actes sacrificiels au nom des causes nationales ou appelées à servir leurs propres intérêts en promouvant leur solidarité organisationnelle ? Les organisations de masse féminines reflétaient finalement les tensions non résolues de la dictature à propos de la

définition du rôle des femmes dans l'État italien. Ces tensions traduisaient de façon aiguë le dilemme des États modernes en général, en ce sens qu'ils affectent aux femmes le domaine du privé et du social à des fins de procréation tout en feignant de les faire participer à la chose publique en partie pour atteindre ces mêmes buts.

A la fin des années 1930, ce dilemme était particulièrement manifeste dans l'étrange politique des *fasci femminili*. Du fait de l'effacement du féminisme historique, même dans la mémoire, la politique féminine fasciste avait été entièrement dépossédée de ses liens avec le passé féministe qui avait nourri son développement au début des années 1930. Ceci explique au moins en partie son attitude toujours plus lâchement subalterne vis-à-vis du parti. Depuis 1938, les dernières organisations qui avaient survécu en essayant de concilier fascisme et féminisme avaient été dispersées. Leurs membres s'étaient retirés du monde. Au nom du *Duce*, de la nation et d'une solidarité de classe fallacieuse, les *fasci femminili* abandonnèrent toute prétention à la solidarité féminine. En décembre 1938, l'inspectrice Rachele Ferrari del Latte offrit « la compétence experte, l'honnêteté limpide et la conduite sérieuse » de ses cadres pour aborder un problème national urgent. Il s'agissait de trouver une place à toutes les domestiques qui avaient été contraintes de quitter les maisons juives, conformément aux lois raciales. Son organisation se lança dans cette mission avec zèle, forte de la conviction que « dans un avenir proche, nos domestiques se rendront compte elles-mêmes de la grande chance qu'elles ont eue de pouvoir se soustraire à l'influence, aux pièges, à la domination de l'avidе race juive, et grandir, italiennes et chrétiennes, dans une maison où l'on pense, croit, travaille et vit dans un esprit italien⁴⁰ ».

Traduction de Chantal Testa

40. « La difesa della razza », *Lavoro e famiglia*, vol. 1, n° 10, 1938, p. 3.